



HAL
open science

Tous conservateurs ?

Joël Gombin, Pierre Mayance

► **To cite this version:**

Joël Gombin, Pierre Mayance. Tous conservateurs ?. Nonna Mayer, Pierre Muller, Bertrand Hervieu, Jacques Rémy, François Purseigle. Les mondes agricoles en politique, Presses de Sciences Po, pp.193-216, 2010. <halshs-00641449>

HAL Id: halshs-00641449

<https://shs.hal.science/halshs-00641449v1>

Submitted on 15 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Tous conservateurs ?

Une analyse écologique des comportements électoraux des producteurs et salariés agricoles lors de l'élection présidentielle de 2007

Joël GOMBIN

Université de Picardie-Jules Verne, CURAPP, UMR 6054, CNRS

Pierre MAYANCE

Université Paris-Dauphine, IRISSO, UMR 7170, CNRS

Existe-t-il un vote « agricole¹ » ? Et, si oui, comment se caractérise-t-il ? Si cette question fut autrefois centrale dans la sociologie électorale française, force est de constater qu'elle est de moins en moins étudiée. Le désintérêt pour les électeurs-agriculteurs est sans doute à rapprocher du déclin démographique de ce groupe social, qui ne représente en 2008 plus que 1,8 % de la population active.

Cette simple donnée explique que l'usage du sondage, s'il était possible pour l'étude du vote des agriculteurs par le passé², se révèle aujourd'hui inadéquat. Privé de cet outil, le chercheur ne peut alors qu'en revenir à des méthodes qui ont prouvé leur fécondité par le passé, reposant sur des données territorialement agrégées et non individuelles. Cette méthode dite écologique a notamment été illustrée, pour ce qui concerne la littérature française sur le comportement électoral des agriculteurs, par les travaux pionniers d'André Siegfried³, puis par ceux de Joseph Klatzmann⁴, de Daniel Derivry⁵ ou plus récemment d'Isabel Boussard⁶ ou Jean-Claude Bontron⁷. Dans cette

¹ Cet article est issu d'une communication intitulée « Tous conservateurs ? Le vote des salariés et producteurs agricoles français aujourd'hui », présentée le 22 mai 2008 au colloque international *Les mondes agricoles en politique*, organisé par l'Association Française de Science Politique en partenariat avec l'INRA, le CEVIPOF et le CIHEAM. Il prolonge les pistes d'analyses présentées dans un précédent article, Joël Gombin et Pierre Mayance, « Contextualiser le "vote agricole" : une analyse écologique », *Cahiers du CEVIPOF*, 48, avril 2008, p. 183-201.

² Voir notamment Daniel Boy et Elisabeth Dupoirier, « La stabilité du vote de droite des agriculteurs : facteurs d'explication », in Pierre Coulomb, Hélène Delorme et Bertrand Hervieu (dir.), *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, p. 578-585, et Nonna Mayer, « Le vote des agriculteurs en 1988 : facteurs individuels, facteurs contextuels », in Bertrand Hervieu (dir.), *Les agriculteurs français aux urnes*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 47-65.

³ André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième république*, Paris, Armand Colin, 1913.

⁴ Joseph Klatzmann, « Comment votent les paysans français », *Revue Française de Science Politique*, 8 (1), 1958, p. 13-41.

⁵ Daniel Derivry, « Analyse écologique du vote paysan », communication au colloque de l'AFSP, *Les Paysans français et la politique*, 29 et 30 mai 1970, ronéotypé. Voir aussi son article avec Mattei Dogan : Daniel Derivry et Mattei Dogan, « Religion, classe et politique en France. Six types de relations causales », *Revue française de science politique*, 36 (2), 1986, p. 157-181.

⁶ Voir par exemple, parmi de nombreuses publications : Isabel Boussard et Jean Chiche, « Les élections présidentielles et législatives de 1988, Européennes de 1989. Analyse écologique globale », dans Bertrand Hervieu (dir.), *Les agriculteurs français aux urnes*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 27-45.

⁷ Jean-Claude Bontron et Agnès Roche, « La résistance du vote rural (1981-2002) », *Etudes Rurales*, 171-172, 2004, p. 35-44.

perspective, il s'agit de mettre en relation la proportion d'agriculteurs vivant sur un territoire, le cas échéant d'autres caractéristiques de ce territoire, et les résultats électoraux qui y sont enregistrés.

Les travaux ayant recours à cette méthodologie (avec un degré de sophistication statistique très variable) concluent, pour la plupart, à l'hétérogénéité des comportements électoraux des agriculteurs. Ainsi, André Siegfried met en évidence l'importance du régime de propriété foncière ainsi que l'importance du milieu, proposant une véritable analyse contextuelle des comportements électoraux des paysans, fondée sur les rapports de classe entretenus par les cultivateurs avec les autres groupes sociaux. Joseph Klatzmann, de son côté, montre le rôle de la position d'hégémonie locale détenue ou pas par les paysans ; mais il conclut en affirmant qu'au final les variations de leurs comportements électoraux correspondent aux variations observées dans l'ensemble du corps électoral : il n'y aurait guère de spécificité du comportement électoral des paysans. Daniel Derivry, en systématisant l'analyse écologique du comportement électoral des agriculteurs, rejoint J. Klatzmann en montrant qu'il varie en fonction de la proportion d'agriculteurs dans la population, mais aussi – comme l'avait déjà observé A. Siegfried – en fonction du niveau de pratique religieuse.

Nonna Mayer, si elle ne travaille pas sur des données agrégées mais sur des données individuelles et des données contextuelles, rejoint et affine ces conclusions en montrant que le comportement électoral des agriculteurs, globalement proche de celui des indépendants, varie en fonction de trois facteurs : la proportion d'ouvriers dans le département, le mode de faire-valoir et la taille des exploitations. Ainsi, plus il y a d'ouvriers dans le département, plus les agriculteurs votent à droite. Plus le mode de faire-valoir est en faire-valoir direct, plus les agriculteurs votent à gauche. Plus il y a de « petits » exploitants agricoles, plus les agriculteurs votent à gauche. On retrouve l'idée déjà présente chez A. Siegfried de l'importance de l'identification subjective des agriculteurs au camp des « petits » ou des « patrons », selon le contexte socioprofessionnel local.

Dans ce chapitre, nous réexaminons ces hypothèses afin de voir dans quelle mesure elles rendent toujours compte des comportements électoraux de la population agricole lors de l'élection présidentielle de 2007. Pour ce faire, nous commençons par estimer, au moyen de régressions multiniveaux, le vote de la population agricole dans chaque département, puis tentons de rendre compte des variations de ces comportements électoraux.

I Une analyse multiniveau de données écologiques

Pour des raisons aisément compréhensibles, les données issues de sondage sont généralement d'un secours assez faible pour qui s'intéresse aux agriculteurs : ils représentent en effet aujourd'hui la portion congrue de la population active française (les agriculteurs exploitants représentent en 2007 1,1 % de la population de plus de 15 ans, selon l'INSEE). Il apparaît donc nécessaire de recourir à d'autres données que celles issues des sondages.

C'est pourquoi nous avons ici recours à l'analyse écologique, c'est-à-dire une méthode reposant sur l'utilisation de données agrégées⁸. Plus précisément, nous utilisons en premier lieu les résultats de l'élection présidentielle de 2007 (premier et deuxième tours) par commune, tels que communiqués par le ministère de l'Intérieur⁹. Ces résultats sont exprimés en pourcentage des inscrits, de sorte que l'abstention différentielle ne distorde pas les données. L'abstention est ainsi considérée comme un comportement comme les autres, qu'il convient de prendre en compte et d'analyser au même titre que les suffrages exprimés. En deuxième lieu, des données du recensement général de la population de 1999¹⁰ – le dernier dont les résultats détaillés soient connus à ce jour – sont utilisées afin de rendre compte de la structure socioprofessionnelle des communes. Afin

⁸ Pour un bilan ancien mais extrêmement stimulant de l'utilisation de l'analyse écologique en sociologie électorale, cf. Mattei Dogan, Stein Rokkan, (dir.), *Social Ecology*, Cambridge (MA), The MIT Press, 1969.

⁹ Ces données nous ont été communiquées par le ministère de l'Intérieur. Nous remercions particulièrement Elisabeth Scherrer, Brigitte Hazart ainsi qu'Anne Jadot.

¹⁰ Ces données nous ont été communiquées par le Centre Maurice-Halbwachs (ex-LASMAS) et ses Archives de données issues de la statistique publique (ADISP). Nous tenons à remercier Alexandre Kych.

d'approcher l'ensemble de la population vivant de l'agriculture, nous avons construit un agrégat que nous appelons « population agricole » (cf. encadré 1).

Encadré 1 : La population agricole

Afin d'approcher au mieux l'importance des « mondes agricoles » au sein d'une commune, nous avons construit un indicateur de la « population agricole ». Celle-ci comprend, outre les agriculteurs exploitants (catégories 11, 12 et 13 de la nomenclature des catégories socioprofessionnelles en 42 positions), les ouvriers agricoles (catégorie 69) et les anciens agriculteurs exploitants en retraite (catégorie 71). Ce choix peut être discuté, dans la mesure où il fut longtemps coutume d'opposer les comportements politiques des exploitants agricoles et de leurs ouvriers. Néanmoins, il semble opportun dans la mesure où les ouvriers agricoles sont devenus une catégorie extrêmement réduite numériquement, et dont la saisie par la statistique publique est sans doute trop aléatoire (notamment parce que nombre d'entre eux n'exercent cette activité que de manière saisonnière) pour pouvoir faire l'objet d'une analyse spécifique. De plus, le dépouillement du recensement ne se faisant qu'au quart pour la composition socioprofessionnelle de la population, construire un tel indicateur permet d'augmenter la robustesse des données en diminuant l'impact des fluctuations aléatoires.

Au total, cette population agricole – dont la saisie est bien évidemment imparfaite – représente environ 4,4 % de la population française âgée de plus de 15 ans. Ainsi entendue, elle représente une part certes très minoritaire mais non négligeable de la population française.

Il convient de souligner que les deux séries de données que nous utilisons, et qu'il s'agit de mettre en relation, ne se rapportent pas exactement aux mêmes entités. D'un côté, les données électorales possèdent comme base la population inscrite sur les listes électorales. De l'autre, les données sur la structure socioprofessionnelle sont calculées sur la base de la population âgée de plus de 15 ans. Il est bien clair que les deux populations ne sont pas exactement similaires, que plusieurs biais existent (non-inscription, décompte des résidents étrangers dans le recensement, décompte des jeunes âgés de 15 à 18 ans...); l'hypothèse est toutefois faite que ces biais restent limités, et qu'*en structure* la population âgée de plus de 15 ans et le corps électoral sont comparables. Il est clair que cette hypothèse n'est pas totalement vérifiée (parce que les étrangers et les non inscrits appartiennent davantage aux classes populaires que le reste du corps électoral, par exemple), mais elle l'est probablement suffisamment pour ne pas ôter toute signification à une analyse mettant en relation ces deux populations.

Le traitement de ces données est effectué en deux étapes. Dans un premier temps, on met en évidence, grâce à l'utilisation de modèles multiniveaux (cf. encadré 2), la diversité géographique des comportements électoraux de la population agricole lors de l'élection présidentielle de 2007. Dans un deuxième temps, on propose quelques éléments d'explication de ces variations.

Encadré 2 : L'estimation du comportement électoral de la population agricole par la modélisation multiniveau

Les modèles multiniveaux¹¹ sont une famille de modèles de régression linéaire s'appliquant à des données possédant une structure hiérarchique : ainsi des individus dans des groupes (élèves dans une classe par exemple). La modélisation statistique permet alors notamment de mettre en

¹¹ Sur les modèles multiniveaux, voir : Daniel Courgeau (dir.), *Methodology and epistemology of multilevel analysis: approaches from different social sciences*, Dordrecht, Kluwer Academic, 2003 ; Andrew Gelman et Jennifer Hill, *Data analysis using regression and multilevel/hierarchical models*, Cambridge/New York (N. Y.), Cambridge University Press, 2007 ; Pascal Bressoux, *Modélisation statistique appliquée aux sciences sociales*, Bruxelles, De Boeck, 2008.

évidence comment la relation entre une ou plusieurs variables explicatives et une variable expliquée varie d'un groupe à l'autre. Contrairement aux modèles classiques de régression linéaire multiple, qui s'intéressent surtout aux tendances centrales et reposent sur l'hypothèse que les phénomènes observés sont homogènes (dans l'espace dans le cas qui nous occupe), les modèles multiniveaux permettent donc aux coefficients estimés de varier selon des sous-ensembles (on parle souvent d'unités de niveau 2, ou de groupe, tandis que les individus statistiques sont désignés comme les unités de niveau 1). Les modèles multiniveaux sont souvent appliqués à des individus compris dans des collectifs, mais peuvent également être mis en œuvre, comme c'est le cas ici, sur des données agrégées à différents niveaux.

Ici, les modèles multiniveaux sont utilisés sur une base de données constituées de 36.175 communes emboîtées dans 93 départements, afin d'estimer le comportement électoral de la population agricole dans chaque département¹². Ainsi, pour chaque option électorale (abstention comprise), un modèle multiniveau est construit. La variable à expliquer est le pourcentage des inscrits ayant porté leur suffrage sur telle option dans une commune ; deux variables explicatives sont utilisées : la population agricole de la commune et la population non agricole. Dans ce modèle, il n'y a pas de constante. Les résultats des modèles multiniveaux permettent ainsi d'avoir une estimation de la part de la population agricole votant pour chacun des candidats dans chacun des départements. On pourrait naturellement rechercher les mêmes estimations en menant une régression linéaire par département, mais cette solution ne serait pas optimale d'un point de vue statistique¹³ et les estimations seraient bien moins fiables. Dans le cas qui nous intéresse, utiliser des modèles de régression linéaire classiques conduirait ainsi à des résultats parfois totalement aberrants, comme d'estimer des proportions de votes (parfois fortement) négatives (sic) de la population agricole pour certains candidats¹⁴.

Les coefficients estimés par ces modèles multiniveaux sont ensuite utilisés comme variables à expliquer dans le cadre de modèles de régression linéaire classiques, modèles qui portent donc sur 93 individus statistiques.

II Une estimation des comportements électoraux de la population agricole

Le tableau 1, ci-dessous, présente une synthèse des résultats de cette estimation. Est ainsi indiquée la proportion estimée, au niveau national, de la population agricole et du reste de la population ayant voté pour chacun des candidats à l'élection présidentielle de 2007. Ainsi, d'après ces estimations, 8 % de la population agricole aurait voté en faveur de Ségolène Royal au premier tour, contre 21 % pour le reste de la population. Ces estimations de moyenne nationale sont parfois assez différentes de celles qu'on aurait obtenues au moyen d'une simple régression linéaire, notamment dans le cas du vote en faveur de Ségolène Royal ou de Jean-Marie Le Pen, et les

¹² Le choix du département comme « espace de référence », pour reprendre le vocable proposé par Derivry, Daniel, Dogan, Mattei, « Unité d'analyse et espace de référence en écologie politique. Le canton et le département français », *op. cit.*, peut sans doute être discuté, mais il offre d'indéniables avantages sur un plan tant technique (facilité d'accès aux données) que scientifique (bien que son rôle soit sans doute déclinant, le département demeure un espace de référence politique important, en particulier dans les espaces ruraux).

¹³ La littérature sur ce point est riche, et un consensus s'est imposé sur le fait que l'utilisation d'un modèle multiniveau est préférable lorsque la structure des données est hiérarchique. Le manuel de Andrew Gelman et Jennifer Hill, *op. cit.*, offre un excellent aperçu de ces questions. Comme les auteurs de ces manuels, nous avons choisi d'utiliser le logiciel R (R Development Core Team, *R : a language and environment for statistical computing*, R Foundation for Statistical Computing, Vienne, Autriche, URL : <http://www.r-project.org>) avec le package *lme4* (Bates, Douglas, Maechler, Martin et Dai, Bin, *lme4 : Linear mixed-effects models using Eigen and S4 classes*, R package version 0.999375-28, <http://lme4.r-forge.r-project.org>). Nous sommes également redevables à Julien Barnier pour son package *rgrs* (Barnier, Julien, *rgrs : functions to make R usage in social sciences easier (in french)*, R package version 0.2-11, <http://alea.fr.eu.org/j/rgrs.html>).

¹⁴ Dans les rares cas d'estimations (en général faiblement) négatives par les modèles multiniveaux, nous les avons ramenées à zéro.

estimations obtenues grâce aux modèles multiniveaux semblent à la fois plus cohérentes et mieux à même de rendre compte des spécificités du vote de la population agricole. A ce stade, la principale conclusion de nombreuses études sur les agriculteurs semble vérifiée : d'après nos estimations, la population agricole vote bien davantage en faveur de la droite que le reste de la population. Ainsi, au second tour de l'élection présidentielle, 63 % de la population agricole se serait prononcée en faveur de Nicolas Sarkozy, contre 44 % seulement pour le reste de la population. On notera en revanche que la population agricole n'est pas « immunisée » envers les extrêmes, et notamment l'extrême droite : le 22 avril 2007, la population agricole a voté, d'après nos estimations, au moins autant en faveur de Jean-Marie Le Pen que le reste de la population, voire légèrement davantage – tendance déjà observée en 2002¹⁵.

[insérer le tableau 1 par là]

Mais l'avantage du recours à des modèles multiniveaux va bien au-delà de ces estimations plus précises. En effet, dès lors que les estimations sont effectuées au niveau de chaque département, on peut évaluer dans quelle mesure le vote de la population agricole en faveur d'un candidat varie d'un département à l'autre. L'écart-type des valeurs départementales permet d'appréhender cette variation, de même que le taux de variation, qui est le rapport entre l'écart-type et la moyenne. Ainsi, si en moyenne on peut estimer que 11 % de la population agricole s'est abstenue lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2007, l'écart-type s'élève à 5 points de pourcentage, ce qui signifie que le taux d'abstention de la population agricole diffère en moyenne de 5 points de la moyenne, ce qui représente 45 % de la moyenne.

On observe ainsi, d'une part, que les comportements électoraux de la population agricole tendent à être plus variables dans l'espace que ceux du reste de la population, et d'autre part qu'ils sont particulièrement variables en ce qui concerne le vote en faveur de Ségolène Royal, notamment au premier tour. Cela confirme l'intérêt d'adopter une approche spatialisée de ces comportements électoraux, dès lors qu'une simple moyenne nationale perd de son intérêt lorsque les variations départementales connaissent une telle ampleur.

On peut également se demander si les comportements électoraux de la population agricole varient de la même manière que ceux du reste de la population. Leurs variations ne seraient-elles pas le simple reflet de variations territoriales globales, dues à des causes indépendantes de l'appartenance ou non à la population agricole ? Pour répondre à cette question, on a calculé la corrélation entre les estimations par département du vote de la population agricole et de la population non agricole pour un candidat. Cette mesure, retranscrite dans la dernière colonne du tableau 1, nous amène à fournir une réponse nuancée : dans la plupart des cas (à l'exception de l'abstention, des votes blancs et nuls et du vote Besancenot), le vote de la population agricole varie dans le même sens que celui du reste de la population, mais dans des proportions très variables. La plupart des coefficients de corrélation sont significatifs sans être très élevés, traduisant ainsi une relation relativement lâche.

Pour chacune des options offertes aux électeurs, on peut cartographier la proportion de la population agricole qui l'a adoptée par département. A titre d'exemple, la carte 1 représente la proportion estimée de la population agricole ayant voté pour Nicolas Sarkozy lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2007. On peut observer au premier abord que cette carte présente une structure spatiale assez nette : Nicolas Sarkozy recueille davantage de suffrages au sein de la population agricole au nord d'une ligne Nantes-Grenoble, tandis que dans le sud de la France, à l'exception notamment des Bouches-du-Rhône, il recueille un écho plus faible.

[insérer la carte 1 par ici]

¹⁵ Nonna Mayer, « Les hauts et les bas du vote Le Pen 2002 », *Revue française de science politique*, 52 (5-6), 2002, p. 505-520.

Légende : Vote de la population agricole pour Nicolas Sarkozy lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2007]

La carte 2, qui représente le vote de la population agricole en faveur de Ségolène Royal au premier tour, présente une structure spatiale en partie comparable mais inversée : la candidate socialiste obtient de meilleurs scores dans la population agricole au sud de la France, tandis que son audience est très faible au nord (le plus souvent inférieure à 10 %). Il faut toutefois ajouter qu'elle obtient également de bons scores dans le sud-ouest, de La Rochelle à Montpellier, ainsi que dans la péninsule bretonne.

[insérer la carte 2 par ici

Légende : Vote de la population agricole pour Ségolène Royal lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2007]

Enfin, la carte 3 porte sur le vote en faveur de Jean-Marie Le Pen. La structure spatiale semble ici différente, organisée notamment autour du bassin parisien et de quelques autres pôles.

[insérer la carte 3 par ici

Légende : Vote de la population agricole pour Jean-Marie Le Pen lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2007]

Plutôt que d'examiner chacun des votes séparément, on peut synthétiser l'ensemble des résultats. Pour ce faire, on utilise la *cluster analysis*, c'est-à-dire une méthode de classification automatique (cf. encadré 3). On dégage ainsi quatre classes de départements, qu'on peut situer dans l'espace des comportements électoraux de la population agricole, défini au moyen d'une analyse en composantes principales (ACP – voir encadré 3). La figure 1 présente le cercle des corrélations issu de cette ACP : on observe que l'espace des comportements électoraux de la population agricole est fortement structuré par l'opposition entre ce qu'on pourrait appeler, pour aller vite, la « gauche » et la « droite ». Cette première dimension est fortement liée, en particulier, aux votes en faveur de Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, aux deux tours de scrutin. Cet espace est également structuré par une deuxième dimension, liée en particulier à l'abstention. Si on regarde le nuage de points (figure 2), qui est structuré par les mêmes dimensions, sur lequel on a indiqué les quatre classes issues de la *cluster analysis*, on constate que ces classes sont essentiellement liées à la première dimension : la plus grande part de la variabilité des comportements électoraux de la population agricole correspond à des variations dans son orientation sur un axe gauche-droite. Le tableau 2, qui figure le « vote moyen » de chaque classe, permet de préciser ces éléments. On observe ainsi que les quatre classes diffèrent essentiellement par rapport au vote en faveur de Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal et Jean-Marie Le Pen, ce dernier vote variant de la même manière que celui en faveur de Nicolas Sarkozy. La classe 1 concerne ainsi les départements où la population agricole vote très à droite, la classe 2 à droite, la classe 3 est plutôt médiane, et la classe 4 regroupe les départements dans lesquels la population agricole semble voter majoritairement en faveur de la gauche.

Encadré 3 : Analyse en composantes principales et *cluster analysis*

L'analyse en composantes principales (ACP) est une méthode statistique de la famille des analyses factorielles. Elle porte sur un tableau de données de n individus décrits par m variables continues. L'ACP consiste à dégager les dimensions les plus significatives de cet ensemble de données, afin de résumer le plus d'informations possibles en un minimum de dimensions. Ces dimensions peuvent ensuite être représentées graphiquement deux à deux : on parle alors de plan

factoriel ou, concernant la représentation des variables, de cercle des corrélations. L'ACP permet ainsi de visualiser des systèmes d'opposition structurant un ensemble de données.

La *cluster analysis* est une technique de classification automatique consistant à ranger n individus décrits par m variables en k classes, de telle sorte que la variance intraclasse soit minimale et la variance interclasse maximale. En d'autres termes, les classes sont constituées en fonction de la distance des individus entre eux, telle que mesurée par les valeurs qu'ils prennent sur les variables qui les définissent.

L'emploi conjoint de ces méthodes permet de décrire un ensemble d'individus statistiques, ici les départements français, en fonction de ce qui les rapproche ou les distingue – ici le comportement électoral de la population agricole.

[insérer les figures 1 et 2 et le tableau 2 par ici]

Légende figure 1 : Cercle des corrélations : l'espace des comportements électoraux de la population agricole en 2007

Légende figure 2 : Nuage de points : les quatre classes de départements dans l'espace des comportements électoraux de la population agricole en 2007

Légende tableau 2 : Quatre classes de départements au regard du comportement électoral de la population agricole]

La carte 4, qui représente ces classes sur le territoire, montre que leur répartition spatiale n'est pas aléatoire. Les départements de la classe 1 (« très à droite ») sont ainsi concentrés dans le quart nord-est de la France, tandis que ceux de la classe 4 (« à gauche ») sont tous situés au sud d'une ligne Bordeaux-Gap. D'une manière générale, on retrouve l'opposition nord-sud qu'on avait déjà observée, à quelques exceptions près, comme la péninsule bretonne et l'Indre-et-Loire, qui appartiennent à la classe 3 (« médiane »), et à l'inverse la Lozère et les Bouches-du-Rhône, qui appartiennent à la classe 1 (« très à droite »).

[insérer la carte 4 par ici]

Légende : Quatre types de comportement électoral de la population agricole]

III Comprendre l'hétérogénéité des comportements électoraux

La diversité des comportements électoraux de la population agricole étant établie, reste à en rechercher les facteurs explicatifs. En effet, sauf à supposer qu'elle relève d'un mystérieux « esprit des lieux », on ne peut que se demander ce qui explique qu'une même catégorie sociale exprime des orientations électorales aussi hétérogènes. Plusieurs types d'explications peuvent être envisagés ; nous testerons trois hypothèses. En premier lieu, nous nous demanderons si des caractéristiques de l'activité agricole elle-même peuvent rendre compte des comportements électoraux de la population agricole. On peut ainsi penser que le type de culture pratiquée, la taille des exploitations, leur rentabilité sont autant d'éléments susceptibles de rendre compte du phénomène étudié. En deuxième lieu, il convient de tester l'hypothèse de la structure sociale locale, qui comme nous l'avons montré occupe une place centrale dans la littérature. Le comportement électoral de la population agricole dans un territoire serait ainsi déterminé par la structure socioprofessionnelle du reste de la population. Troisième hypothèse, celle du rôle de la pratique religieuse catholique. Celle-ci, héritière de l'histoire longue de la lutte entre l'Eglise et l'Etat depuis 1789, serait ainsi liée à des orientations politiques conservatrices¹⁶ - au sein de la population agricole en particulier.

Pour opérationnaliser ces hypothèses, des données supplémentaires sont mobilisées. Les caractéristiques de l'activité agricole sont appréhendées au travers du Recensement général agricole

¹⁶ Voir par exemple Guy Michelat, Michel Simon., *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Editions sociales, 1977.

(RGA) de 2000¹⁷, qui fournit au niveau du canton des données exhaustives sur les exploitations agricoles. Afin d'en dégager les principales informations, on a mené une analyse en composantes principales (ACP, cf. encadré 2), à partir des variables décrivant les orientations technico-économiques des exploitations (OTEX), leur mode de faire-valoir et la main d'œuvre employée sur l'exploitation (nombre d'unités de travail annuel, UTA). Le RGA étant mené au niveau cantonal, l'ACP a été réalisée sur la base des données cantonales, puis la position des départements sur les cinq premières composantes a été calculée. Ces dernières peuvent être interprétées de la manière suivante :

- la première composante oppose le maraîchage et l'horticulture, activités intensives en main d'œuvre, souvent en faire-valoir direct par un exploitant individuel et concentrée aux abords des métropoles, à l'élevage, notamment bovin, moyennement intensif en main-d'œuvre et souvent mené en fermage.
- La deuxième composante est relative à la taille de l'exploitation.
- La troisième composante distingue l'élevage, bovin en particulier, moyennement intensif en main-d'œuvre, de la céréaliculture et des autres cultures industrielles, très mécanisées et donc peu intensives en main-d'oeuvre.
- La quatrième composante oppose, au sein des exploitations proches, le maraîchage et la fruticulture à l'horticulture.
- Enfin, la cinquième composante isole la viticulture.

Pour opérationnaliser l'hypothèse de la structure sociale, on utilise comme variables la proportion de certaines catégories socio-professionnelles dans la population de plus de 15 ans par département : agriculteurs (PCS 1), ouvriers (PCS 6), cadres (PCS 3), artisans, commerçants et chefs d'entreprises (que nous nommerons par commodité « indépendants ») (PCS 2).

Enfin, la pratique religieuse est évaluée au moyen des données du chanoine Boulard¹⁸. Certes, ces données sont anciennes (elles datent des années 1950), et il est clair que la pratique religieuse catholique a fortement décliné depuis. Mais on peut aussi penser que la structure territoriale de l'emprise du christianisme est restée relativement stable depuis cette époque, notamment dans les espaces ruraux. De plus, on sait que des données antérieures expliquent parfois mieux un phénomène que des données contemporaines, par un effet d'hystérésis¹⁹. On a par ailleurs vérifié que ces données restaient fortement corrélées à des données plus récentes, en l'espèce la proportion d'écoliers scolarisés dans le secteur privé. On utilisera donc la proportion de messalisants pour approcher la pratique religieuse.

Afin de tester la capacité explicative de chacune de ces variables, on utilise la méthode de la régression linéaire multiple. Pour chacun des choix offerts lors de l'élection présidentielle de 2007, un modèle est ajusté et estimé. Le choix des variables prises en compte dans le modèle, parmi toutes celles évoquées, se fait au moyen d'une procédure *stepwise*, c'est-à-dire une procédure automatique partant d'un modèle avec toutes les variables et permettant d'aboutir, par élimination des variables non pertinentes, au modèle offrant le meilleur équilibre entre capacité explicative et nombre de variables (les modèles ont parfois été légèrement modifiés manuellement, afin de les rendre encore plus parcimonieux). Cela permet ainsi de dégager, dans chaque cas, les variables explicatives pertinentes²⁰.

Le tableau 3 présente les résultats de ces modèles. Si les modèles sont différents pour chaque option électorale, un certain nombre de constantes se dégagent.

¹⁷ Ces données ont pu être consultées au sein du Centre d'Économie et Sociologie Appliquées à l'Agriculture et aux Espaces Ruraux, CESAER - UMR INRA-ENESAD (Dijon), que nous remercions.

¹⁸ François Isambert, Jean-Paul Terrenoire, *Atlas de la pratique religieuse des catholiques en France*, Paris, Presses de la FNSP/Éditions du CNRS, 1980.

¹⁹ Joseph Klatzmann, « Population ouvrière et vote communiste à Paris », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 1981, p. 83-86 ; Dominique Merllié, « Remarques en marge de la note sur la population ouvrière et le vote communiste à Paris », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 38, 1981, p. 63-67.

²⁰ Les données sur la pratique religieuse n'étant disponibles que pour 78 départements, les modèles n'ont été estimés que pour ces 78 départements.

[insérer le tableau 3 par ici]

Tout d'abord, les variables mobilisées rendent inégalement bien compte de ces différentes options. Le R^2 ajusté, qui mesure la part de la variance totale « expliquée » par la régression, varie en effet de 0,12 dans le cas d'A. Laguiller à 0,66 dans les cas de S. Royal et N. Sarkozy lors du second tour de l'élection présidentielle. En d'autres termes, dans ce dernier cas, deux tiers des variations départementales du vote de la population agricole en faveur de ces candidats sont liées aux variations des variables mobilisées. On constate que c'est pour les « grands candidats » (N. Sarkozy, S. Royal, J.-M. Le Pen, F. Bayrou) que les modèles rendent compte d'une part importante de la variance. A l'inverse, pour les « petits candidats », ceux représentant des forces politiques nouvelles, peu structurées ou disposant d'une faible audience, notamment dans les mondes agricoles (O. Besancenot, D. Voynet, P. de Villiers, F. Nihous...), les variables explicatives mobilisées n'expliquent qu'une faible part de la variance. Seuls José Bové et Gérard Schivardi, qui incarnaient tous deux à leur manière lors de cette campagne une forme de ruralité, connaissent un vote de la population agricole relativement structuré par les variables explicatives retenues.

Ensuite, on constate que les trois hypothèses testées sont inégalement vérifiées. L'hypothèse reposant sur les caractéristiques de l'activité agricole n'est que partiellement vérifiée : les axes 2, 3, 4 et 5 que nous avons retenus se révèlent être corrélés au vote de la population agricole pour certains candidats, essentiellement de « petits » candidats (O. Besancenot, M.-G. Buffet, G. Schivardi, A. Laguiller, D. Voynet), mais aussi pour J.-M. Le Pen et S. Royal. Ainsi, les « petits » candidats de gauche et d'extrême gauche (M.-G. Buffet, O. Besancenot, A. Laguiller, D. Voynet) obtiennent-ils davantage de suffrages de la population agricole dans les départements où dominant les petites exploitations, plutôt d'élevage que céréalières. Ségolène Royal aurait, elle, davantage d'audience là où les exploitations horticoles dominant, tandis que Jean-Marie Le Pen bénéficierait de la faveur de la population agricole dans les départements où le maraîchage et la fruticulture pèsent d'un poids important. Cependant, l'influence de cette variable demeure faible et difficile à interpréter. En tous les cas, les caractéristiques des structures agricoles ne semblent pas être un facteur prédominant d'explication des comportements électoraux de la population agricole. En particulier, la taille des exploitations, représentée par l'axe 2, ne semble pas jouer un rôle déterminant dans la détermination des comportements électoraux de la population agricole, alors que cette variable joue traditionnellement dans la littérature un rôle important.

L'hypothèse de l'influence de la structure sociale locale semble quant à elle plus solidement étayée par nos données. Le schéma d'ensemble semble assez clair : dans les départements dans lesquels la population agricole est relativement peu nombreuse, où elle côtoie des professions indépendantes et où la population dans son ensemble est vieillissante, les candidats de gauche (O. Besancenot, M.-G. Buffet, J. Bové, S. Royal aux deux tours) recueillent davantage qu'ailleurs les scrutins de la population agricole. A l'inverse, Nicolas Sarkozy connaît ses meilleurs niveaux de soutien électoral parmi la population agricole dans les départements dans lesquels celle-ci est (relativement) nombreuse, les retraités et les indépendants peu nombreux et les ouvriers nombreux. Ces éléments appuient la thèse selon laquelle l'identité sociale et politique des paysans est déterminée de manière subjective et relationnelle (par opposition à objective et substantielle), en fonction de l'environnement social local. Ainsi, quand ils se sentent minoritaires, face à des indépendants perçus comme des « nantis », les paysans s'identifient à la gauche. Cette tradition est particulièrement vivace dans le Sud de la France, l'ancien « Midi rouge » – à l'exception notable, et qui reste à comprendre, des Bouches-du-Rhône. A l'inverse, quand ils sont majoritaires et côtoient majoritairement des ouvriers, les agriculteurs se perçoivent comme des indépendants, comme n'ayant rien à gagner de la gauche, et tendent à soutenir la droite « de gouvernement » – et, dans une moindre mesure, le Front national. Parmi les « grands » candidats, seul Bayrou semble ne pas intégrer ce schéma. Si la structure sociale permet partiellement de rendre compte du soutien qu'il obtient dans la population agricole (dans les départements où les retraités et les cadres sont

nombreux), il faut surtout faire appel à notre troisième hypothèse pour pleinement en rendre compte.

En effet, la principale variable rendant compte du niveau de soutien électoral de la population électorale en faveur de François Bayrou est la pratique religieuse catholique. C'est dans les départements dans lesquels la tradition catholique était la mieux implantée que le candidat héritier de la démocratie chrétienne à la française obtient ses meilleurs résultats dans la population agricole – comme dans le reste de la population, d'ailleurs. Le coefficient de corrélation entre ces deux séries de résultats est en effet de 0,54, ce qui fait du vote en faveur de François Bayrou celui par lequel la population agricole se distingue le moins du reste de la population (après celui en faveur de P. de Villiers, dont la géographie est quasiment uniquement déterminée par un effet *friends-and-neighbours* : ses résultats déclinent à mesure qu'on s'éloigne de son fief vendéen). La pratique religieuse n'est toutefois pas liée au seul vote Bayrou : de manière peu surprenante, Marie-George Buffet obtient de meilleurs scores dans la population agricole dans les départements déchristianisés, tandis que, de manière peut-être plus inattendue (mais pas nécessairement très significative), José Bové et Dominique Voynet récoltent de relativement bons scores plutôt dans les départements de tradition catholique. Enfin, la variable religieuse joue également un rôle important pour rendre compte du soutien apporté à Jean-Marie Le Pen par la population agricole : en effet, la tradition catholique semble constituer un obstacle significatif à l'audience du candidat frontiste au sein de ce groupe social, ce qui vient là aussi confirmer l'état de la littérature²¹.

Au final, on retiendra de cette analyse que, pour qui veut étudier les comportements électoraux de la population agricole, l'arsenal méthodologique retenu est de première importance²². Toutes les difficultés se cumulent en effet pour rendre difficile, presque impossible même, leur appréhension par les outils les plus usuels de la sociologie électorale contemporaine. Le paradoxe est alors que le recours, sinon à une méthode au sens strict, du moins à une inspiration méthodologique – celle de l'analyse écologique –, qui avait longtemps été privilégiée parce que les paysans représentaient alors la majorité de la population rurale, se révèle toujours aussi heuristique alors même que la situation a profondément changé, la population agricole étant aujourd'hui partout minoritaire, et même très minoritaire. La rencontre entre cette inspiration et des méthodes statistiques modernes – la modélisation multiniveau – permet ainsi de produire des estimations réalistes – bien qu'elles n'en demeurent pas moins des estimations, dont on ne peut apprécier l'exactitude faute d'étalon auquel les confronter – et en même temps localisées – ici au niveau du département –, et ainsi d'explorer leurs variations, de les mettre en relations avec un certain nombre de variables potentiellement explicatives.

Sur le plan substantiel, notre recherche met en lumière une population agricole aux comportements électoraux, certes majoritairement orientés à droite mais surtout hétérogènes ; mais cette hétérogénéité elle-même possède sa logique, puisque la position sociale de la population agricole dans la société locale permet d'en rendre compte quasi systématiquement. La population agricole n'est ainsi pas, comme le sentait déjà Marx, un groupe social unifié – et ce, malgré les efforts bien réels d'un certain nombre d'institutions, et notamment du syndicalisme agricole pour produire de l'unité au sein de ce groupe – mais plutôt une couche intermédiaire et diverse, rassemblant aussi bien des « petits », inclinant plutôt à gauche, que des « gros » aux comportements politiques plus conservateurs.

Ce n'est qu'à la marge que d'autres logiques – les caractéristiques agricoles d'un territoire, l'influence du catholicisme – ne viennent contrecarrer, ou du moins infléchir, cette logique qui continue de produire pleinement ses effets malgré les transformations majeures qu'a connues ce

²¹ Voir par exemple : Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002.

²² Pour un approfondissement de ces questions, voir Joël Gombin, Pierre Mayance, « Analyse écologique des votes et mondes ruraux. Quelques réflexions méthodologiques », dans Barone, Sylvain, Troupel, Aurélia (dir.), *Battre campagne*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », 2010.

groupe social au cours des décennies passées. La carte de la pratique catholique continue de jouer un rôle, mais uniquement concernant des « petits » ou « moyens » candidats – pas en ce qui concerne le choix entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal. Les caractéristiques de l'activité agricole en tant que telles ne jouent quant à elles qu'un rôle explicatif subsidiaire.

Ces conclusions ne peuvent qu'appeler de nouvelles questions. Il conviendrait, par exemple, de réaliser des monographies régionales afin d'examiner plus en détail comment ces divers facteurs explicatifs se déclinent dans une région donnée²³. En outre, il serait très utile de corroborer les hypothèses ici explorées – et qui, pour être étayées, ne sont pas définitivement démontrées – par d'autres approches, qu'elles soient fondées sur des sondages (soit locaux, soit menées uniquement sur la population agricole) ou sur des entretiens et de l'observation.

C'est ainsi une représentation dominante d'un marché électoral national uniformisé qui doit être questionnée, même dans une élection comme la présidentielle. L'analyste raisonne souvent comme si l'offre électorale, apparemment unifiée nationalement, possédait partout le même sens, faisait toujours l'objet des mêmes usages et appropriations par les mêmes groupes sociaux. Or il est loin d'être certain que cela soit toujours le cas. C'est pourquoi nous affirmons l'importance d'une analyse territorialisée des votes, qui s'attache à restituer la diversité, dans le temps et dans l'espace, des « affinités électives » existant entre des groupes sociaux et des marques électorales.

²³ Voir par exemple : Joël Gombin, Pierre Mayance, « PACA : des mondes ruraux à contre-courant ? », dans Joël Gombin, Pierre Mayance (dir.), *Droit(es) aux urnes en région PACA ! L'élection présidentielle de 2007 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur*, Paris, L'Harmattan, coll. « Cahiers Politiques », 2009, p. 43-82.

Bibliographie

Bontron (Jean-Claude), Roche (Agnès), « La résistance du vote rural (1981-2002) », *Etudes Rurales*, n° 171-172, 2004, p. 35-44.

Boussard (Isabel), Chiche (Jean), « Les élections présidentielles et législatives de 1988, Européennes de 1989. Analyse écologique globale », dans Bertrand Hervieu, (dir.), *Les agriculteurs français aux urnes*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 27-45.

Boy (Daniel), Dupoirier (Elisabeth), « Comment expliquer la stabilité du vote des agriculteurs depuis le début des années soixante dix ? », communication au colloque de l'AFSP, *Les agriculteurs et la politique depuis 1970*, Paris, 1987, rapport n° 521.

Bressoux (Pascal), *Modélisation statistique appliquée aux sciences sociales*, Bruxelles, De Boeck, 2008.

Courgeau (Daniel) (dir.), *Methodology and epistemology of multilevel analysis: approaches from different social sciences*, Dordrecht, Kluwer Academic, 2003.

Derivry (Daniel), « Analyse écologique du vote paysan », communication au colloque de l'AFSP, *Les Paysans français et la politique*, 29 et 30 mai 1970, ronéotypé.

Derivry (Daniel), Dogan (Mattei), « Unité d'analyse et espace de référence en écologie politique. Le canton et le département français », *Revue Française de Science Politique*, 21 (3), 1971, p. 517-570.

Dogan (Mattei), Rokkan (Stein), (dir.), *Social Ecology*, Cambridge (MA), The MIT Press, 1969.

Gelman (Andrew), Hill (Jennifer), *Data Analysis using Regression and Multilevel/Hierarchical Models*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

Gombin (Joël), Mayance (Pierre), « Contextualiser le "vote agricole" : une analyse écologique », *Cahiers du CEVIPOF*, 48, avril 2008, p. 183-201.

Gombin (Joël), Mayance (Pierre), « PACA : des mondes ruraux à contre-courant ? », dans Joël Gombin, Pierre Mayance (dir.), *Droit(es) aux urnes en région PACA ! L'élection présidentielle de 2007 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur*, Paris, L'Harmattan, coll. « Cahiers Politiques », 2009, p. 43-82.

Gombin (Joël), Mayance (Pierre), « Analyse écologique des votes et mondes ruraux. Quelques réflexions méthodologiques », dans Barone, Sylvain, Troupel, Aurélia (dir.), *Battre campagne*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », 2010.

Isambert (François), Terrenoire (Jean-Paul), *Atlas de la pratique religieuse des catholiques en France*, Paris, Presses de la FNSP/Éditions du CNRS, 1980.

Klatzmann (Joseph), « Comportement électoral et classe sociale. Etude du vote communiste et du vote socialiste à Paris et dans la Seine », Paris, Armand Colin, *Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politique*, 82, 1957.

Klatzmann (Joseph), « Population ouvrière et vote communiste à Paris », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 1981, p. 83-86.

Mayer (Nonna), « Chapitre II. Le vote des agriculteurs en 1988 : facteurs individuels, facteurs contextuels. », dans Bertrand Hervieu, (dir.), *Les agriculteurs français aux urnes*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 47-65.

Mayer (Nonna), *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002.

Mayer (Nonna), « Les hauts et les bas du vote Le Pen 2002 », *Revue française de science politique*, 52 (5-6), p. 505-520.

Merllié (Dominique), « Remarques en marge de la note sur la population ouvrière et le vote communiste à Paris », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 38, 1981, p. 63-67.

Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Editions sociales, 1977

Siegfried (André), *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième république*, Paris, Armand Colin, 1913